

LE SOCIALISME DANS LA LIBERTÉ



**P.
S.
U.**

Raymond MARIS

Professeur

Secrétaire de la Fédération de la Sarthe
du P.S.U.



SUPPLEANT :

Daniel RENAUDEAU

Directeur de C.E.G.

CONTRE LE GAULLISME, S'EST LEVÉ UN MOUVEMENT SOCIALISTE

Dix ans de gaullisme n'ont fait qu'aggraver les injustices et les incohérences liées au système capitaliste.

La crise de mai est une colère populaire. La jeunesse du pays, ses ouvriers, ses paysans, ses étudiants, ses enseignants, ses techniciens, ses artistes ont tous tenu le même langage.

« NOUS NE VOULONS PLUS DE CE POUVOIR, NOUS NE VOULONS PLUS TRAVAILLER SELON LA VOLONTÉ DE QUELQUES-UNS ET POUR LEUR PROFIT. »

Cette démonstration de force, pacifique tant que la police n'a pas cherché à y faire obstacle, n'a pas encore changé le pouvoir.

MAIS L'EXIGENCE DEMEURE.

Elle pourra être victorieuse quand les organisations traditionnelles de gauche, prudentes et étonnées, céderont devant la vigueur du courant.

POUR RENFORCER CE COURANT, LE P.S.U. PROPOSE :

- POUR LES OUVRIERS — Les libertés syndicales et individuelles.
— Le respect de la dignité des travailleurs.
— Pouvoir de décision attribué au Comité d'entreprise.
- POUR LES PAYSANS, représentés par leurs syndicats et coopératives :
— Gestion des organismes régionaux de planification et de production.
— Contrôle des moyens de transformation et de commercialisation des produits agricoles.
- POUR LES ETUDIANTS — Reconstruction de l'Université à partir de leurs conquêtes.
— Critique collective de l'enseignement.
— Autonomie de décision et d'organisation.

LA REALISATION DE CES OBJECTIFS EXIGE :

- L'EXTENSION DU SECTEUR PUBLIC par la nationalisation des trusts et des banques d'affaires et de dépôt.
- LA GESTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES par les représentants de l'Etat et des travailleurs ; par la création de Comités d'entreprise dans les administrations et les établissements publics.
- LA GESTION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE PAR LES TRAVAILLEURS.
- LA LIBERTÉ ET L'OBJECTIVITÉ DE L'INFORMATION :
— Transformation de l'O.R.T.F. en un Office public autonome, géré démocratiquement et indépendant de l'Etat.
— Nationalisation des moyens de presse par la création d'Offices nationaux gérés par les représentants des travailleurs et mettant les moyens techniques d'information à la disposition des divers courants d'opinion.
- ENSEIGNEMENT DÉMOCRATIQUE, largement développé et permettant, dans le respect de la laïcité, d'assurer à chacun, quels que soient son origine sociale et son âge, non seulement une formation professionnelle valable, mais le meilleur épanouissement de sa personnalité.
- UNE POLITIQUE CULTURELLE SOCIALISTE :
La transformation de l'activité des Maisons des Jeunes et de la Culture en centres de libres débats et de création gérés par les Jeunes Travailleurs.
La prise en charge des autres secteurs de la vie culturelle par les écrivains et les artistes, afin que la culture ainsi libérée ne soit plus un produit que l'on vend ; sa création continue résulte d'une union étroite avec le public.
- UNE POLITIQUE DE PLEIN EMPLOI, entraînant, dans le cadre d'une organisation régionale démocratique, par l'implantation d'industries nouvelles, par la réduction des horaires de travail et l'abaissement de l'âge de la retraite, la disparition d'un chômage voulu par le V^e Plan gaulliste.
- UNE ORGANISATION COHÉRENTE DES SERVICES DE SANTÉ.
- UNE POLITIQUE DE L'HABITAT assurant à tous le droit à un logement correct à un prix correspondant à ses ressources.
- UNE ACTION INTERNATIONALE.
— contre l'impérialisme américain,
— contre la division en blocs,
— contre la course aux armements (suppression de la force de frappe),
— pour une construction européenne respectant le développement économique de chaque pays et solidaire des luttes du Tiers-Monde.

Cette plate-forme aujourd'hui n'est pas acceptée par tous.

Seule pourtant, elle unira bientôt les travailleurs du pays,

POUR LE SOCIALISME DANS LA LIBERTÉ.